



26 février 2024

(24-1430)

Page: 1/2

**Conférence ministérielle
Treizième session
Abou Dhabi, 26-29 février 2024**

Original: anglais

**DÉCLARATION DE S.E. M. UDO JÜRGEN PHILIPP
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU MINISTÈRE FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE ET
DE LA PROTECTION DU CLIMAT**

ALLEMAGNE

C'est un **honneur et un plaisir** pour moi de m'adresser à vous au nom de l'Allemagne.

Permettez-moi tout d'abord de remercier la Directrice générale, Dre Ngozi, et l'ensemble du Secrétariat pour l'excellence de la planification et de la préparation.

Et permettez-moi d'exprimer ma profonde **appréciation et ma gratitude au pays hôte** de cette Conférence ministérielle: le gouvernement et le peuple des Émirats arabes unis. Merci pour votre hospitalité!

Les Émirats arabes unis sont un excellent endroit pour accueillir une conférence sur le commerce international: ici, sur les rives du golfe Persique, nous nous trouvons à un **carrefour de routes commerciales mondiales où l'Orient rencontre l'Occident et où le monde du Sud rencontre le monde du Nord**.

Abou Dhabi n'est pas seulement un carrefour au sens géographique du terme. La CM13 se tient également à un **carrefour de la politique commerciale internationale**, voire de la mondialisation elle-même.

Au cours des dernières années, le système commercial international fondé sur des règles a été confronté à plusieurs défis:

Nous ressentons encore les effets économiques de la pandémie. Dans le même temps, les tensions géopolitiques se sont accrues.

Les données économiques nous le montrent: La **fragmentation** de l'économie mondiale s'accroît. Elle va de pair avec la **formation de blocs, le protectionnisme et la course aux subventions**.

Mais les données économiques nous le disent aussi: **Nous** serons **tous** perdants dans une économie mondiale fragmentée.

Il est donc **temps de tourner la page** et d'envoyer un message d'espoir, un message selon lequel des efforts conjoints sont nécessaires pour surmonter les divergences et faire en sorte que le commerce soit inclusif et au service de tous les pays et de leurs populations, où qu'ils se trouvent sur la planète.

Et c'est là tout l'enjeu de cette Conférence ministérielle:

Tout d'abord, nous devons **rétablir pleinement la primauté du droit** et rejeter toute politique de la loi du plus fort.

C'est pourquoi nous devons rétablir un **système de règlement des différends** pleinement opérationnel et accessible **pour 2024**, comme nous nous y sommes engagés. C'est ce que le monde attend de nous.

Deuxièmement, nous devons commencer à travailler au rétablissement de l'**égalité des conditions** au niveau mondial, notamment en ce qui concerne les subventions à l'industrie.

Nous devons empêcher les futures distorsions des échanges et les courses aux subventions ruineuses, tout en reconnaissant les flexibilités légitimes pour les pays en développement.

Troisièmement, nous devons adapter les règles de l'OMC aux **défis numériques et écologiques** d'aujourd'hui.

En ce qui concerne le **commerce numérique**, cela signifie que nous devons proroger le moratoire douanier sur le commerce électronique et éviter ainsi d'ériger de nouveaux obstacles sur les marchés numériques.

Parallèlement, nous devons poursuivre l'élaboration du programme de travail sur le commerce électronique, en mettant clairement l'accent sur les besoins des pays en développement. Le commerce numérique doit rester ouvert et inclusif!

Mais l'OMC doit également faire face **aux défis écologiques actuels**: les règles régissant le commerce mondial doivent contribuer à la durabilité et au bien-être.

C'est pour cette raison qu'il est si important de **conclure maintenant les négociations sur la réduction des subventions à la pêche préjudiciables**.

Ici, à Abou Dhabi, nous bénéficions de l'hospitalité d'un pays et d'une région qui sont l'**exemple même des bienfaits du commerce – l'échange de biens et de services, d'idées et de personnes**.

Utilisons l'inspiration de ce lieu – le "genius loci" – pour relancer une mondialisation qui fonctionne pour toutes les nations commerçantes, de manière à rétablir et à protéger les principes fondateurs de cette Organisation, qui honorent la **primauté du droit** et la **coopération multilatérale**.

Faisons de cette Conférence ministérielle un moment d'espoir et trouvons ensemble des solutions dans l'intérêt de nous tous.
